



Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord

ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE MENTALE DE METZ-JURY

Route d'ARS-LAQUENEXY

57245 JURY

Téléphone : 03.87.56.39.39

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Marché de fournitures courantes et services

**TRAVAUX D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES PARCS ET JARDINS DES SITES DE L'EPSM
DE METZ-JURY**

*La consultation est passée selon la procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du
code de la commande publique*

Date et heure limites de remise des offres : Le 10 septembre 2025 à 12h00

Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES	3
1-1-Objet.....	3
1-2-Décomposition du marché	3
1-3-Durée du marché	3
ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE ET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 – CLAUSE D'INSERTION ET DE PROMOTION DANS L'EMPLOI.....	4
3-1 - ENGAGEMENT DU TITULAIRE	4
3-2 - LES PUBLICS VISES	4
3-3 - LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	5
3-4 - ASSISTANCE DU MAITRE D'OUVRAGE	5
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	6
5-1- Contenu des prix	6
5-2- Forme des Prix	6
ARTICLE 6 - AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE	7
6-1-Avance forfaitaire	7
6-2-Garantie à première demande.....	7
ARTICLE 7 - REMBOURSEMENT DE L'AVANCE.....	7
ARTICLE 8 – PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	7
8-1-Présentation des demandes de paiement.....	7
8-2- Délai de paiement et mode de règlement.....	8
ARTICLE 9 - INTERETS MORATOIRES.....	8
ARTICLE 10 – PENALITES	9
10-1 Pénalités pour retard :	9
10-2 Pénalités pour défaut de qualité (cf. article X du CCTP) :	9
10-3 Exécution par défaut :	9
10-4 - PENALITES POUR INOBSERVATION DE LA CLAUSE D'INSERTION SOCIALE ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI	9
10-5 - CONTROLE DU RESPECT DE LA CLAUSE D'INSERTION ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI – BILAN ET PENALITES	10
10-5-1 - Contrôle du respect de la clause d'insertion et de promotion de l'emploi.....	10
10-5-2 - Bilan de la clause d'insertion et de promotion de l'emploi et pénalités	10
10-6 – SURSIS DE PAIEMENT.....	10
ARTICLE 11 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX	10
ARTICLE 12 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	11
ARTICLE 13 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 14 –RESPONSABILITES ET ASSURANCES	11
14-1-Responsabilités	11
14-2-Assurances	11
ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	12
ANNEXE 1	13

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1-Objet

La présente consultation a pour objet **les Travaux d'entretien et la maintenance des parcs et jardins des sites de l'EPSM de METZ-JURY.**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A compter du 1^{er} janvier 2018, le CHR de Metz Thionville est unique Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord.

A ce titre le CHR METZ-THONVILLE pour le compte de :

Etablissement Public de Santé Mentale de METZ-JURY

Route d'ARS-LAQUENEXY
57245 JURY

Le CHR de Metz-Thionville, entant qu'établissement support est chargé :

- d'assister les membres du groupement dans la définition de leurs besoins et de centraliser l'ensemble des besoins ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble du ou des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres du groupement ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du candidat titulaire :
 1. Rédaction et envoi des avis d'appel public et d'attribution
 2. Information des candidats
 3. Rédaction du rapport d'analyse technique
 4. Rédaction du rapport de présentation au pouvoir adjudicateur
- de signer et notifier les marchés
- de transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution des marchés les concernant
- de gérer les procédures relatives aux clauses de variation de prix
- de la conclusion des avenants
- de la résiliation des marchés
- de la gestion des contentieux

Les établissements membres gèrent l'exécution et les commandes de leur marché respectif et l'application des pénalités éventuelles.

1-2-Décomposition du marché

Le marché est constitué d'un lot unique afin de rationaliser les coûts et interventions techniques sur sites

1-3-Durée du marché

Le marché court à compter de **sa notification et jusqu'au 31/08/2027.**

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ ET DE LA CONSULTATION

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

A ce titre, le CHR procédera à la négociation des offres reçues. Le CHR se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

Le marché est un accord-cadre s'exécutant par l'émission de bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique. **Il est sans minimum et avec un maximum fixé à 200 000 € HT.**

ARTICLE 3 – CLAUSE D'INSERTION ET DE PROMOTION DANS L'EMPLOI

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique, le marché comporte une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'obligation faite au titulaire s'exprime en heures de travail, conformément à l'annexe n°1 du présent CCAP. Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'EPSM de METZ-JURY, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par l'EPSM de METZ-JURY, ci-après, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

3-1 - ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le volume d'heures d'insertion conformément à l'annexe 1 du présent CCAP.

3-2 - LES PUBLICS VISES

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont les suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire

les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Ecole de la 2ème chance » .

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales.

3-3 - LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- ✓ 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée ;
- ✓ 2ème modalité : le recours à une structure de l'insertion par l'activité économique mentionnée à l'article L.5132-4 du code du travail afin de réaliser une prestation complémentaire liée à l'exécution du marché (exemple à titre indicatif ; nettoyage, gardiennage, blanchisserie...)
- ✓ 3ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- ✓ 4ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Les entreprises attributaires des lots concernés par la clause d'insertion et de promotion de l'emploi devront déterminer les modalités de sa mise en œuvre au plus tard avant la fin de la période de préparation de chantier.

3-4 - ASSISTANCE DU MAITRE D'OUVRAGE

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, le facilitateur apportera, à la demande du titulaire, une assistance à ce dernier pour arrêter les modalités d'exécution, l'assister dans la recherche de bénéficiaires en fonction des tâches confiées et accompagner la démarche des candidats auprès du titulaire.

Le facilitateur vérifiera notamment, en amont de la signature des contrats de travail, l'éligibilité des candidats au regard de la présente clause.

A titre indicatif, les personnes ressources en la matière sont :

ELIPS

-Entreprise Lorraine d'Insertion et de Prestations Spécialisées-

11 Rue du Stade 57 270 UCKANGE

Tel : 03 82 91 17 37

Elodie DALENCONTE – 06 07 18 87 26

csi2@elips57.fr

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) ;
- l'offre technique et financière retenue.
- Le règlement de la consultation dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi.

PIECES COMMUNES

Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux fournitures courantes et services (C.C.A.G. FCS).

ARTICLE 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5-1- Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Le marché est traité à prix unitaire. **Les prix seront libellés en Euros.**

Les candidats devront proposer des prix, franco de port et d'emballage et de livraison.

De même, tous les équipements ou consommables nécessaires à la réalisation de la mission sont à la charge du candidat.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée.

5-2- Forme des Prix

Les prix sont révisables selon les modalités suivantes :

Les prix sont fermes pour la première période annuelle du marché (1 an).

Pour les périodes annuelles suivantes, les prix sont révisables chaque année. Le titulaire en informera le Pouvoir Adjudicateur avec un préavis de **1 mois avant la date anniversaire.**

Les prix sont révisables selon la formule suivante :

$$C_n = (EV_4 / EV_{4.0})$$

dans laquelle :

- Cn est le coefficient de révision appliqué aux prix ;
- EV4.0 est l'index de référence au mois zéro (septembre 2025)
- EV4 est le dernier index de référence connu au mois de révision
- EV4 : Indice des travaux d'entretien des espaces verts, source Minequip, Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

La révision ne pourra intervenir qu'une fois au titre de chaque période annuelle.

De ce fait, aucune augmentation de prix en cours de période ne pourra être acceptée.

ARTICLE 6 - AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

6-1-Avance forfaitaire

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que l'EPSM de METZ-JURY pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

6-2-Garantie à première demande

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir à l'EPSM de METZ-JURY. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un établissement de crédit.

L'établissement de crédit s'engage alors à rembourser l'EPSM de METZ-JURY., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

ARTICLE 7 - REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

L'EPSM de METZ-JURY procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 8 – PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

8-1-Présentation des demandes de paiement

Les factures seront libellées à chaque établissement concerné :

- **Etablissement Public de Santé Mentale de METZ-JURY : Route d'ARS-LAQUENEXY – 57245 JURY**

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.

Etablissements	N° de SIRET	Code service
EPSM de METZ-JURY	265.700.021.00016	ECO1

Les factures contiennent les informations suivantes :

- ▢ les noms et adresse du créancier ;
- ▢ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- ▢ le numéro du marché ;
- ▢ la copie du bon de commande ;
- ▢ la date d'exécution des prestations ;
- ▢ le prix unitaire H.T ;
- ▢ le montant hors T.V.A.;
- ▢ le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ▢ le montant total T.T.C. ;
- ▢ la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins du trésorier.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

8-2- Délai de paiement et mode de règlement

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de **50 jours**.

ARTICLE 9 - INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 10 – PENALITES

10-1 Pénalités pour retard :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 50 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

10-2 Pénalités pour défaut de qualité

Si une diminution de la qualité, prestations, était constatée le prestataire en sera averti par mise en demeure d'y remédier dans un délai déterminé. Passé ce délai, si la prestation n'est pas redevenue normale, les pénalités suivantes pourront s'appliquer :

100 € TTC forfaitaire par cas constaté. Cette pénalité est cumulable avec l'exécution par défaut visée à l'article 10.3 ci-dessous.

10-3 Exécution par défaut :

En cas d'absence de retard dans les délais accordés, ou d'une prestation ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit par la voie d'avoir ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement concerné.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

10-4 - PENALITES POUR INOBSERVATION DE LA CLAUSE D'INSERTION SOCIALE ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI

Se reporter à l'article 10-5-2 - Bilan de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi et pénalités

10-5 - CONTROLE DU RESPECT DE LA CLAUSE D'INSERTION ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI – BILAN ET PENALITES

10-5-1 - Contrôle du respect de la clause d'insertion et de promotion de l'emploi

Le contrôle de l'exécution de la clause d'insertion et de promotion de l'emploi pour laquelle le titulaire du marché s'est engagé, sera réalisé par la transmission au maître d'ouvrage de tous renseignements relatifs :

- ✓ Aux embauches effectuées directement ou par ses sous-traitants (contrats de travail) ou au recours à une main d'œuvre mise à disposition (convention de mise à disposition),
- ✓ Aux décomptes des heures de travail effectives confiées aux personnes énumérées à l'annexe 1 du présent CCAP

10-5-2 - Bilan de la clause d'insertion et de promotion de l'emploi et pénalités

A l'occasion de réunions de chantier, des bilans intermédiaires seront réalisés, afin d'évaluer l'état d'avancement de la prise en compte de la clause d'insertion et de promotion de l'emploi par l'entreprise titulaire.

Lors de la réception des travaux, un bilan final des opérations d'insertion sera dressé. La constatation par le maître d'ouvrage de la mauvaise exécution des conditions du marché par l'entreprise au regard de ses obligations en matière d'emploi entraînera une pénalité maximale applicable égale à 60 € net de TVA par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 € net de TVA par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

10-6 – SURSIS DE PAIEMENT

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- NON RESPECT DU PRIX DU MARCHE
- ERREUR DE QUANTITE
- ERREUR DE TVA
- PORT FACTURE NON DU
- ADMISSION DU MATERIEL/ DE LA PRESTATION NON PRONONCEE
- TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE
- TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES
- RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DIFFERENT DE CELUI PORTE AU MARCHE

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

ARTICLE 11 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 12 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Les comptables assignataires des paiements sont :

EPSM METZ JURY

Madame l'Inspectrice Générale des Finances,
Rue des Frères Lacretelle, 57070 Metz
tél. : 03 87 65 17 60, fax : 03 87 65 17 99.
T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 13 - RESILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G./FCS.

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1^{er} du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 14 –RESPONSABILITES ET ASSURANCES

14-1-Responsabilités

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'EPSM METZ-JURY ou à des tiers.

14-2-Assurances

Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement une attestation délivrée par sa compagnie d'assurance, justifiant de la couverture des conséquences pécuniaires de la RESPONSABILITE CIVILE qu'il est susceptible d'encourir à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant en cours qu'après réception des travaux.

Cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

L'entrepreneur devra joindre obligatoirement à sa première demande de paiement la police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et l'article 2270 du code civil, pour les travaux faisant l'objet du présent marché.

ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31 décembre 1975.

Aucun sous-traitant ne sera admis s'il n'a pas été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent C.C.A.P. s'imposent aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG par l'article 10 du CCAP

Dérogation à l'article 42 du CCAG par l'article 13 du CCAP

Fait à Metz, le 23 juillet 2025,

La Directrice des Achats, de la Logistique et de
l'Hôtellerie

Katia REBELO-SEWASTIANOW



ANNEXE 1

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ANNEXE N°1 – TABLEAU DES ACTIONS D'INSERTION A REALISER

LOT N°	LIBELLE DU LOT	NOMBRE D'HEURE D'INSERTION A REALISER
01	Lot unique	10 heures par tranche de 10 000 € HT

La clause d'insertion est exécutoire dès lors que le nombre d'heures d'insertion à effectuer, calculé au regard du montant attribué, est égal ou supérieur à 35 heures.